

## Proposition d'amendement à l'article III. 174 (ex-article 152-TCE)

Déposée par M. Louis Michel, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier et Mme Marie Nagy, membres suppléants de la Convention

Qualité : - Membre

---

### Article I. 174 – Santé publique (ex-Article 152 CE)

~~1. — Un niveau élevé de protection de la santé humaine est assuré dans la définition et la mise en oeuvre de toutes les politiques et actions de l'Union. L'action de l'Union, qui complète les politiques nationales, porte sur l'amélioration de la santé publique et la prévention des maladies et des affections humaines et des causes de danger pour la santé humaine.~~

~~Cette action comprend également la lutte contre les grands fléaux, en favorisant la recherche sur leurs causes, leur transmission et leur prévention ainsi que l'information et l'éducation en matière de santé.~~

~~L'Union complète l'action menée par les États membres en vue de réduire les effets nocifs de la drogue sur la santé, y compris par l'information et la prévention.~~

~~2. — L'Union encourage la coopération entre les États membres dans les domaines visés au présent article et, si nécessaire, elle appuie leur action.~~

~~Les États membres coordonnent entre eux, en liaison avec la Commission, leurs politiques et programmes dans les domaines visés au paragraphe 1. La Commission peut prendre, en contact étroit avec les États membres, toute initiative utile pour promouvoir cette coordination.~~

~~3. — L'Union et les États membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes en matière de santé publique.~~

~~4. — La loi ou la loi cadre européenne contribue à la réalisation des objectifs visés au présent article en établissant des mesures qui permettent de faire face aux enjeux communs de sécurité, notamment :~~

~~a) des mesures fixant des normes élevées de qualité et de sécurité des organes et substances d'origine humaine, du sang et des dérivés du sang; ces mesures ne peuvent empêcher un État membre de maintenir ou d'établir des mesures de protection plus strictes;~~

~~b) par dérogation à [l'ex article 37], des mesures dans les domaines vétérinaire et phytosanitaire ayant directement pour objectif la protection de la santé publique;~~

~~La loi ou la loi cadre européenne est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.~~

~~5. La loi ou la loi cadre européenne peut également établir des mesures d'encouragement visant à protéger et à améliorer la santé humaine, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres. Elle est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.~~

~~6. Aux fins énoncées dans le présent article, le Conseil, sur proposition de la Commission, peut également adopter des recommandations.~~

~~7. L'action de l'Union dans le domaine de la santé publique respecte pleinement les responsabilités des États membres en matière d'organisation et de fourniture de services de santé et de soins médicaux. En particulier, les mesures visées au paragraphe 4, point a), ne portent pas~~

~~atteinte aux dispositions nationales relatives aux dons d'organes et de sang ou à leur utilisation à des fins médicales.~~

**Article I. 126 (bis) Santé publique (ex-Article 152 CE)**

**1. L'Union contribue à un niveau élevé de santé physique et mentale par la prévention des causes de danger pour la santé humaine et par la lutte contre les grands fléaux revêtant une dimension européenne. Elle complète et coordonne les politiques nationales dans ce domaine.<sup>1</sup>**

**2. L'Union respecte pleinement les responsabilités des États membres en matière d'organisation et de fourniture des services de santé et de soins médicaux. En particulier, les mesures visées au paragraphe 4, point a), ne portent pas atteinte aux dispositions nationales relatives aux dons d'organes et de sang ou à leur utilisation à des fins médicales.**

**3. En application de l'article I.16, l'Union encourage la coopération entre les États membres axée sur l'amélioration de la santé et la prévention des maladies et des affections humaines et des causes de danger pour la santé humaine:**

- a) la lutte contre les grands fléaux, en favorisant la recherche sur leurs causes, leur transmission et leur prévention ainsi que l'information et l'éducation en matière de santé;**
- b) la lutte contre les menaces et les risques graves pour la santé.**

**L'Union adopte des recommandations dans les domaines visés au présent paragraphe et, si nécessaire, elle appuie l'action des États membres par des actions d'encouragement visant à protéger et à améliorer la santé humaine.**

**4. En application de l'article I.13, L'Union contribue à la réalisation des objectifs visés au présent article, lorsque l'effet au niveau européen est significatif, en adoptant les lois ou lois – cadre contenant:**

- a) les mesures nécessaires pour prévenir les causes graves de danger pour la santé humaine ou les maladies et affections humaines;**
- b) les mesures de lutte contre les menaces pour la santé, y compris les maladies transmissibles et la dissémination volontaire d'agents biologiques ou chimiques.**

---

**Explication éventuelle :**

Nous proposons que l'article soit inséré après l'article 126, en effet les compétences en matière de santé publique ne se limitent pas aux "domaines où l'Union peut décider de mener une action de coordination, de complément et d'appui".

---

Cet article fixe les objectifs de l'Union dans le secteur de la santé publique (paragraphe 1). La responsabilité principale de leur réalisation incombe aux États membres (paragraphe 2). Toutefois, conformément aux articles I.13 et I.16 du Traité constitutionnel, il convient de fixer les compétences respectives des États membres et de l'Union. Aussi, la coopération entre l'Union et les États membres et, le cas échéant, des mesures d'encouragement pourraient s'avérer nécessaires dans un vaste éventail d'actions (paragraphe 3). De plus, l'Union peut être amenée à entreprendre une coordination législative en adoptant des mesures strictement nécessaires (paragraphe 4).

L'actuel article 152 comporte une "clause horizontale" selon laquelle un niveau élevé de protection de la santé humaine est assuré dans la définition et la mise en œuvre de toutes les politiques et actions de la Communauté. Cette clause doit impérativement être maintenue. Elle est intégrée dans notre proposition d'amendement visant à insérer dans un article 2 bis une clause horizontale générale en matière sociale.